

“A Linkebeek, la Flandre a raté l’occasion de signer la paix communautaire”

Sophie Wilmès

La ministre que l’on n’attendait pas. Sophie Wilmès a 42 ans. C’est la bonne surprise de ce gouvernement fédéral dont elle ne faisait pas partie initialement. Il a fallu qu’Hervé Jamar renonce à son portefeuille au Budget pour que Charles Michel promeuve en 2015 l’ex-députée et ex-échevine de Rhode-Saint-Genèse. Depuis lors, elle affiche un tout autre style ministériel que son prédécesseur, mal préparé à la pression politique pesant sur les épaules du ministre du Budget. Ses collègues flamands au sein de la “Suédoise” ont été impressionnés par la vitesse à laquelle cette bonne bilingue a endossé son nouveau costume. Aux grandes déclarations, Sophie Wilmès préfère la prudence politique qui confine, parfois, à la langue de bois technique. Sauf ici, où elle se livre à quelques commentaires plus piquants...

■ Sophie Wilmès (MR), la ministre fédérale du Budget, plaide pour que les travailleurs qui renoncent à leur voiture de société puissent recevoir du cash en échange sans condition.

■ Provenant elle-même d’une commune à facilités, elle juge durement le comportement de la Région flamande à l’égard de Damien Thiéry, le bourgmestre éternellement non nommé de Linkebeek...

“A Rhode-Saint-Genèse, nous avons un bourgmestre, Pierre Rolin (CDH), qui est très bon. J’espère qu’il restera bourgmestre.”

“Je regrette que la ministre flamande Liesbeth Homans (N-VA) n’ait pas eu la volonté d’apaiser le jeu à Linkebeek.”

“Ce serait une erreur stratégique de ne pas renouveler les F-16, même si les sommes sont impressionnantes. C’est la garantie de notre crédibilité au sein de l’Otan.”

Entretien Frédéric Chardon

Le cabinet de Sophie Wilmès a changé d’adresse : il se trouve désormais à la tour des Finances, boulevard du Jardin Botanique. “C’est la tour bleue”, plaisante la ministre du Budget. On trouve en effet aussi à la même adresse tous les Open VLD du gouvernement fédéral : la ministre Maggie De Block (Affaires sociales),

le vice-Premier Alexander De Croo (Entreprises publiques) et le secrétaire d’Etat Philippe De Backer (Lutte contre la fraude).

Exceptionnellement, Sophie Wilmès a accepté de lever la tête de ses austères tableaux chiffrés pour balayer l’actualité politique. Alors que les élections communales se rapprochent, elle n’a pas oublié qu’elle provient de ce coin si particulier de Belgique : la périphérie bruxelloise...

La Cour constitutionnelle vient de décider que les communes à facilités ont droit, elles aussi, à certains subsides flamands destinés à aider le milieu associatif. Une victoire pour les francophones de Flandre dont vous faites partie ?

Ce que je trouve encourageant dans cet arrêt, c’est que l’on constate qu’objectivement il y a une différence de traitement entre les communes à facilités et les communes flamandes classiques dans la capacité à obtenir des subsides. Cette différence ne participe pas à une relation de partenariat avec les autorités de tutelle quand on travaille au niveau communal... Cela rend les choses plus compliquées et cela met de l’emphase sur la

volonté de la Région flamande d’imposer des mesures peu positives aux communes à facilités. Je suis ravi que l’on estime qu’il n’y a pas de raison de priver les communes à facilités de dotation automatique. Car quel est l’enjeu ici ? Toutes les autres communes auraient droit à plus d’autonomie sauf les communes à facilités... Ce n’est pas acceptable.

“Il ne faut pas renoncer au français (dans la périphérie). Je ne vois pas en quoi ça gêne un néerlandophone que son voisin francophone puisse continuer à être servi dans sa langue.”

En périphérie, il y a aussi le cas de Damien Thiéry, MR, qui n’a toujours pas été nommé bourgmestre à Linkebeek, comme on l’a vu tout dernièrement encore.

C’est une occasion manquée pour la Région flamande de signer la paix communautaire. Les habitants de la périphérie, néerlandophones et francophones, ont envie de vivre en paix. Ils s’entendent bien. Les débordements que l’on voit sont quasi uniquement le fait de gens qui n’habitent pas dans nos communes.

Cette situation à Linkebeek est paradoxale alors que la N-VA et le MR s’entendent bien au fédéral. Mais pas assez pour que la ministre régionale flamande Liesbeth Homans (N-VA) fasse un geste... Du dogmatisme de la part des nationalistes ?

Il faut faire attention à ne pas importer au fédéral une problématique qui ne le concerne pas directement. On a un accord de gouvernement qui est socio-économique. On sait que, pendant longtemps, les problématiques institutionnelles ont paralysé le pays. On a besoin de réformes, on les fait et on continuera à les faire car cela porte ses fruits. Maintenant, nous sommes dans un pays où il y a d’autres niveaux de pouvoir que le

fédéral et ces niveaux de pouvoir ont d’autres impératifs politiques. Il faut continuer à séparer les deux et avancer sur le plan socio-économique. Mais je regrette que Liesbeth Homans n’ait pas eu la volonté d’apaiser le jeu.

Les habitants des communes à facilités ne sont-ils pas amenés à abandonner le français pour le néerlandais à terme ?

Il ne faut pas renoncer au français. Je ne vois pas en quoi ça gêne un néerlandophone que son voisin francophone puisse continuer à être servi dans sa langue.

A propos, vous allez vous présenter aux communales ? Bien sûr.

Comme tête de liste ?

A Rhode-Saint-Genèse, nous avons un bourgmestre, Pierre Rolin (un CDH, Ndlr), qui est très bon. J’espère qu’il restera bourgmestre. Les relations politiques en périphérie sont très différentes car tous les francophones se retrouvent sur la même liste. Nous avons un intérêt supérieur à rester soudés en raison de la mathématique électorale. C’est cette union qui fait que nous sommes forts.

Certaines rumeurs évoquent un “En marche” belge francophone entre le CDH, Défi et Ecolo. Cela vous inquiète par rapport à l’union des francophones, justement ?

Vous voyez que même la situation au fédéral, avec le jeu majorité-opposition, n’a pas d’influence sur le terrain local car nous connaissons trop bien les conséquences d’un déchirement entre francophones. J’ai été coprésidente de l’Union des francophones et je sais son importance. Elle doit perdurer. Je suis présidente du MR de la périphérie et je plaide pour la préserver. Les mouvements des uns et des autres, où que ce soit, importent peu.

“Le travailleur doit disposer de l’allocation de mobilité comme il l’entend”

Il y a actuellement une multitude de dossiers coûteux auxquels le fédéral doit faire face. Il faut combiner leur coût avec le taux d’endettement de la Belgique bien trop élevé et la gestion des déficits publics. L’équation semble impossible. Pacte d’investissement public-privé de 30 milliards, baisse de l’impôt des sociétés... Avez-vous des sueurs froides ?

Je n’ai pas de sueurs froides car le gouvernement s’est inscrit dans une logique d’assainissement budgétaire. Un budget ne vit pas seul, indépendamment de la réalité de terrain. En ce qui concerne, par exemple, le pacte d’investissement, investir dans la mobilité va avoir un impact positif sur la croissance, le PIB, la création de richesse... Il faut aussi regarder combien cela coûte de ne pas réaliser ces projets. En empruntant les sommes nécessaires aux investissements, nous impactons négativement le niveau de la dette, effectivement. Mais c’est sans compter l’effet retour.

Est-ce que tout le monde, au sein de la majorité, est d’accord avec cette idée d’investir autant malgré les économies à réaliser, de s’éloigner de l’orthodoxie budgétaire ?

Ce n’est pas de la non-orthodoxie budgétaire de faire cela. L’erreur est d’opposer une gestion dynamique de l’économie et le budget. L’orthodoxie, c’est diminuer la dette, réduire notre solde de financement, mais sans fermer les yeux sur les impératifs de la société. Je suis convaincue que le gouvernement, dans son entièreté, se retrouve dans ce système de pensée.

Remplacer les F-16 pour 3,5 milliards, est-ce réellement une priorité pour l’économie belge ? C’est pourtant dans le pacte d’investissement du fédéral.

Vous savez que l’on est à 0,9 % de dépenses “défense” par an, alors que les engage-

ments au niveau de l’Otan sont de 2 %. Devrions-nous mettre en pratique totalement cette stratégie d’investissement en défense (remplacement des F-16, NdlR) que nous ne serions qu’à 1,3 % au niveau belge... La spécificité de nos chasseurs F-16 a une grande valeur ajoutée au sein de l’Otan. Moi, je pense que ce serait une erreur stratégique de ne pas les renouveler même si les sommes sont impressionnantes. Mais c’est la garantie de notre crédibilité au sein de l’Otan.

S’il ne fallait retenir qu’un seul projet du pacte d’investissement, lequel ?

Je suis très sensible à l’aspect mobilité. Je parle du RER, bien sûr, mais aussi de l’investissement dans la mobilité en général. On sait ce que le blocage des tunnels bruxellois a pu nous coûter en temps et en énerverement. Pour ce qui concerne le fédéral, le RER est fondamental. Bon, ma commune est concernée car elle est sur la ligne 124 mais, s’il n’y avait pas un arrêt RER prévu à Rhode-Saint-Genèse, j’aurais exactement la même réflexion, vous savez (sourire). Les problèmes de mobilité sont un vrai handicap par rapport au développement économique.

Et l’allocation de mobilité ? Faut-il verser cette allocation en échange du renoncement à la voiture de société sans condition ? Ou bien préférez-vous la thèse des partenaires sociaux qui disent qu’il faut lier cet argent à un comportement de mobilité plus “durable” ? Il faut revenir à la base : le développement du système des voitures de société n’est pas complètement étranger au problème du coût du travail en Belgique... Il faut avoir cela bien en tête. En tant que libérale, je préfère toujours qu’un travailleur dispose de son salaire comme il l’entend. Si vous m’obligez à choisir entre les deux formules, je préfère évidemment la liberté. Mais il y a encore beaucoup de points qui doivent être réglés avant d’aboutir dans ce dossier.